

OUVRAGE OBJET DU RÉSUMÉ

TITRE	L'ILLUSION ÉCONOMIQUE
AUTEUR	Emmanuel TODD
ÉDITEUR	Gallimard, 1998

OUVRAGES ASSOCIÉS

TITRE	AUTEUR	ÉDITEUR
L'enfance du monde 1984	E. Todd	Le Seuil,
L'économie mondialisée	R. Reich	Dunod, 1993
Richesse du monde, Pauvreté des nations Flammarion, 1997	D. Cohen	
L'erreur européenne 1998	J.-J. Rosa	Grasset,

Puisque ces mystères nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs (Cocteau)
Je crois qu'Emmanuel Todd serait d'accord pour considérer que cette phrase pourrait être la devise d'Alain Minc....

RÉSUMÉ

Préambule

Emmanuel Todd porte deux croix : d'abord, d'avoir en 1976 annoncé que l'empire soviétique s'écroulerait un jour, ensuite d'avoir en 1995 parlé de fracture sociale, expression reprise par Jacques Chirac à son compte. C'est affligé de ce double poids, le premier qu'il revendique, le second dont il va répétant qu'il s'en serait bien passé, que cet historien poursuit sa réflexion sur le développement et jette un regard différent de celui des économistes sur nos sociétés.

Son approche anthropologique de l'économie est articulée autour des structures familiales et des systèmes d'éducatives.

Pourfendeur de la pensée unique qu'il nomme pensée zéro, il s'oppose à l'autoritarisme des « élites auto-proclamées » qui nous gouvernent, dont la faute majeure serait de croire à l'instar de Margaret Thatcher que la société n'existe pas (« there is no such thing as society ») et qu'on pourrait procéder à la dissolution de la nation et de l'état dans l'économie¹.

A l'inverse, son raisonnement le conduit à penser que c'est le renforcement des nations, seuls ensembles où la volonté politique, celle du peuple, s'exprime dans les faits, protégées de la concurrence déloyale extérieure, mais concurrentielles en leur sein, qui permettra de mieux satisfaire les besoins humains, matériels et immatériels².

Son argumentaire peut être articulé autour de trois idées forces :

Les sociétés occidentales sont crise culturelle : L'individu existe et c'est de son appartenance à un groupe qu'il tire l'a priori non vérifié que « les choses ont un sens » ; les structures familiales, en tant que groupe originel, structurent les groupes sociaux et contribuent à définir le schéma de croissance des économies ; le niveau d'éducation y participe également. Or l'Occident aujourd'hui vit un plafonnement culturel et une quasi totale ouverture des échanges commerciaux qui conduisent à une fragmentation des nations par une inégalité interne croissante.

Elles se réfugient derrière trois mensonges :

.la mesure de la croissance est un leurre qui accrédite l'idée que la flexibilité américaine est génératrice de croissance et d'emplois, mais les autres nations ne vont guère mieux,

.le libre-échange porté aux nues s'avère une chimère,

.de même que la fusion monétaire, solution utopique qui est l'aboutissement d'une idéologie de la dissolution

¹ Ne pas aimer à ce point Alain Minc et consorts est selon moi un signe de bonne santé mentale.

² L'appel au bon sens du peuple vous fait-il froid dans le dos (Dès qu'on est plus de deux on est une bande de cons disait Pierre Dac) ? Mais, peut-on dire à la fois que le peuple n'existe pas, ou est disqualifié pour cause d'incompétence, et se prétendre démocrate ?

La France souffre des mêmes maux, mais elle a des chances d'en guérir. Les élites françaises dont la soumission à une « purée globale ³ » intellectuelle vient de ce qu'elles sont peu ou pas exposées aux conséquences concrètes de ce vide conceptuel, contribuent à écarteler la France entre ces deux utopies. Mais, les autres français, lesquels y sont exposés, prennent conscience de la vacuité des dites élites, donc le conflit, la lutte des classes, renaît en France, sous des formes parfois détestables. Ce mouvement est toutefois salvateur, car il est le prémice de la révolte nécessaire à refuser cette pensée zéro créatrice de misère. Au politique d'assumer la charge que le peuple lui a confié.

Les sociétés occidentales sont en crise culturelle

Les individus existent et font preuve de rationalité dans leurs choix économiques. Mais il convient de poser en axiome l'existence de collectivités dont la structuration n'est pas totalement rationnelle (Durkheim) L'inconscient des valeurs du groupe sert de cadre à une adaptation économique rationnelle des acteurs qui est, elle, consciente. La logique économique, consciente, rationnelle et individuelle est transversale aux groupes anthropologiques car toujours adossée à la notion de rareté. Il est évidemment impossible de décrire les sociétés, les divers groupes anthropologiques dans toutes leurs complexités. La matrice réductrice de la structure familiale est un outil puissant.

La famille nucléaire absolue, non égalitaire est caractéristique du monde anglo-saxon (Angleterre, USA, Australie etc...). Elle marie autonomisation précoce des enfants et absence de règle d'héritage stricte. Tout comme les enfants anglais du 17ème siècle (« sending out ») les adolescents américains s'éloignent très jeunes de leurs parents. Cela contribue à l'extrême mobilité géographique des populations américaines.

La famille nucléaire égalitaire est très présente dans la France du bassin parisien, en Italie, en Pologne etc... Les règles d'héritage y sont strictes avec égalité entre frères, ce qui malgré le caractère individualiste de cette famille maintient le lien même après la séparation physique des fratries.

La famille souche (Allemagne, Japon, Corée, Suède, la partie sud et côtière de la Chine etc...) est autoritaire et inégalitaire. L'aîné des garçons hérite seul. Rare hors d'Europe il est frappant de la trouver présente dans la partie la plus développée de l'Asie orientale. A noter qu'en dehors des pays cités plus haut, on la retrouve fréquemment en Europe sur des zones géographiques limitées (Galles, Irlande, Pays Basque etc...). Ce type est originellement exogame, sauf pour le japonais, pour lequel il faut d'ailleurs noter que la modernité a effacé en grande partie la pratique endogame.

³ Autre doux nom donné ici à la pensée dite unique.

La famille communautaire, autoritaire et égalitaire est typique de la Russie, domine la Chine et le monde arabe. Ici les fils restent sous l'autorité du père après leur mariage ; à la mort du père, le partage est strictement égalitaire.

Chacun des traits fondamentaux de l'organisation familiale contribue à la définition du niveau d'intégration de l'individu au groupe :

Type anthropologique	Rapport Parent/Enfant Libéral 1 Autoritaire 2	Rapport entre Frères Indéfini 1 Défini 2	Mariage Exogame ou Endogame 0, 1, 2	Intégration résultante
Nucléaire absolu <i>Monde anglo saxon</i>	1	1	0	2
Nucléaire égalitaire <i>Bassin Parisien</i>	1	2	0	3
Souche exogame <i>Allemagne, Suède, Corée</i>	2	2	0	4
Communautaire exogame <i>Russie, Toscane, Chine</i>	2	2	0	4
Souche endogame <i>Japon, Israël</i>	2	2	1	5
Communautaire endogame <i>Monde arabe</i>	2	2	2	6

Il existe un autre niveau de définition de la société, lorsque les individus pensent le groupe comme existant et solidaire. Cette croyance relève de l'idéologie politique ou de la religion.

En terme politique, si l'état s'incarne dans un appareil bureaucratique, la dissolution de la croyance en l'état dissout l'appareil.⁴

Il est intéressant de noter que tant les keynésiens, qui en cas de dépression prônent la relance par la demande, que les friedmaniens, qui en cas d'inflation recommandent le contrôle de la masse monétaire, contribuent de manière égale à cette croyance en l'état et, ce n'est pas accessoire, en sa capacité d'action rationnelle.

Les croyances collectives se sont succédées dans le temps ; c'est l'affaïssement de la croyance religieuse et de la communauté des chrétiens qui a permis en Europe l'émergence de la croyance nationale et de la communauté correspondante. En l'absence d'affaïssement une croyance peut en supplanter une autre par son dynamisme propre, comme le montre l'alternance moderne aux USA des croyances raciales (ségrégation) - nationales (lutte pour les droits civiques) - raciales (système des quotas).

Quelle que soit l'organisation familiale de base, il s'y superpose une croyance collective. On ne peut nier l'une au profit de l'autre. La réalité anthropologique c'est

⁴ cf l'ex RDA

que l'individu existe absolument et que le niveau d'intégration au groupe varie énormément selon le type familial.

Les analyses économiques peuvent être dissociées en deux branches :

Les approches pragmatiques partent de la vie économique réelle pour tenter d'en donner une représentation simplifiée (Friedrich List, *Système national d'économie politique*, 1841).

Les approches scholastiques partent de l'axiome de l'homo-oeconomicus, en déduisent des lois et tordent au besoin la réalité pour en prouver la validité.

Aujourd'hui encore le cœur de cette économie est la représentation universitaire de l'échange international : pays imaginaires dotés de facteurs globaux (Capital, Travail) en recherche d'optimisation de leurs transactions. La diversité et la réalité des nations sont ici niées.

Les approches anthropologiques et pragmatiques se rejoignent évidemment en terme de démarche. Elles distinguent deux capitalismes qui prennent leur source dans deux types d'organisations familiales, ce qu'une approche fondée sur un individu et une rationalité ne peut évidemment discerner.

Depuis l'effondrement de l'URSS l'antagonisme socialisme-capitalisme a disparu tandis que la mondialisation lance les économies les unes contre les autres, mettant au jour des comportements nationaux distincts. De nombreux ouvrages analysent ces comportements (M Albert *capitalisme contre capitalisme*, L Thurow *head two head*).

Les oppositions qu'ils dégagent renvoient sans cesse à la dualité entre capitalisme anglo-saxon et capitalisme organisé, intégré, germano-nippon. Le cas particulier de l'Italie (famille souche comme l'Allemagne et le Japon en Vénétie, communautaire en Emilie Toscane) montre que la coexistence de certains types familiaux peut prédisposer certaines sociétés à se crisper, se rigidifier par excès de discipline et contribuera à expliquer le passage de la croissance à la stagnation de certaines économies souches au début des années 90.

Du côté capitaliste individualiste anglo-saxon, on trouve une quête d'optimisation court terme du profit des entreprises. Les facteurs de production doivent suivre, d'où flexibilité des organisations. On y trouve également des taux d'épargne faibles et un déficit de la balance des paiements (consommation > production).

Ce système ne peut vivre sans le capitalisme intégré dont le but est la conquête de parts de marché via le progrès technologique et la formation de la main d'œuvre. Ce modèle stabilise la main d'œuvre qualifiée, souffre d'un déficit chronique de demande globale, est donc structurellement exportateur : il a besoin du capitalisme importateur pour survivre.

Les valeurs du capitalisme individualiste anglo-saxon peuvent être ramenées à celles de la famille nucléaire absolue. La mobilité géographique est l'élément qui établit le

mieux le lien entre fluidité familiale et flexibilité économique. Symétriquement, le capitalisme intégré trouve sa source dans les valeurs de continuité qui définissent la famille souche.

Le capitalisme souche se distingue du capitalisme individualiste par une productivité plus forte qui provient du niveau culturel de la main d'œuvre : les scandinaves ont profité de cet atout qui leur donne une situation d'exportateur net malgré leur position excentrée. Toutefois le niveau culturel doit s'inscrire dans une organisation sociale, cf la Russie, dont le niveau de formation est élevé, la désorganisation absolue et donc l'efficacité nulle.

Mais, pour l'essentiel, les écarts de productivité entre nations développées peuvent être expliqués par les écarts de performance éducative. Ainsi, il est difficile de séparer l'intensité dans le travail du niveau de formation qui caractérise simultanément les sociétés souches. De même qu'on ne peut concevoir la mobilité de la population active américaine sans une déqualification relative.

Si l'économie scholastique s'applique bien au capitalisme individualite, ce modèle n'est en revanche plus performant dans le cas du capitalisme intégré où l'individu est fortement encadré par son environnement social immédiat, familial ou professionnel. En effet, l'économie scholastique nous apprend qu'un pays excédentaire voit sa monnaie s'apprécier, ce qui est vrai, et que la hausse induite de ses prix relatifs doit conduire à une baisse de ses exportations, ce qui est faux s'ils sont sans rivaux pour cause de qualité (Allemagne).

Le pays dont la monnaie s'apprécie devrait, selon cette théorie, augmenter ses importations, ce qui est faux pour le Japon où l'appréciation de la monnaie convertit l'excédent marchand en capital pur.

En réalité, les pays ne se spécialisent pas dans un produit ou un autre mais dans la production (Japon, Allemagne) ou la consommation (États Unis).

De plus, les sociétés souches sont par nature favorables à l'utilisation de leur production locale ; elles peuvent donc être protectionnistes sans quotas ni droits de douane, ce qui n'est pas le cas des sociétés individualistes.

Au sein même de chaque système on perçoit des différences nationales fortes : ainsi l'Allemagne, souche-exogame, accepte et vit fort bien l'ouverture aux capitaux étrangers, tandis que le Japon, souche-endogame, y est fermé.

Par ailleurs, les phénomènes d'immigration conduisent à l'interpénétration des différents types anthropologiques.

Ainsi les États Unis entre 1850 et 1900 ont connu une immigration d'allemands, de scandinaves, d'irlandais, de juifs de l'Europe de l'Est tous porteurs d'une culture familiale souche, ce qui durant deux à trois générations a permis de réaliser une synthèse en l'occurrence bénéfique des qualités « souches » et « individualistes ». Cette incidence cesse vers 1950/1960 où le modèle nucléaire absolu redevient dominateur.

Aujourd'hui l'immigration a repris aux États Unis mais le niveau culturel des nouveaux entrants est inférieur à celui de la population d'accueil, ce qui correspond

d'ailleurs au fait que la majorité des immigrants provient de modèles familiaux nucléaires : mexicains, philippins et la quasi-totalité des asiatiques.

Du point de vue strictement scolaire, l'Europe protestante et les États Unis sont au début du 20^{ème} siècle les plus alphabétisés. Ils abordent vers 1960 la phase suivante du développement éducatif, secondaire et supérieur. Mais, dès les années 1970, la proportion d'individus titulaires d'une licence (BA) décroît nettement sans que pour autant le niveau des tests s'accroissent. Déclin, puis stagnation culturelle expliquent l'entrée en crise des États Unis.

Les comparaisons internationales révèlent en effet que ces difficultés ont fait disparaître l'avance culturelle qui sous tendait l'avance économique des États Unis.

Le retard est frappant concernant les sciences et les mathématiques, par rapport au Japon et à la Corée ; la plupart des pays de l'Europe du nord-ouest et du centre (Royaume Uni excepté) font également mieux que les États Unis.

Il est à noter qu'en Suède la proportion d'individus faisant preuve de capacités supérieures en sciences dépasse largement la proportion de ceux ayant fait des études supérieures.

Or, collectivement, les ingénieurs, biologistes, mathématiciens sont le véritable nerf de la guerre que se livrent les nations entre elles, et l'accélération du rythme européen de « production » d'ingénieurs et de techniciens a coïncidé dans le temps avec une baisse de la capacité américaine de formation.

En terme monétaires, l'effort comparé États Unis - Europe - Japon, reste certes favorable aux États Unis qui demeurent parmi les plus « dépensiers » en ce domaine avec 6.8% du PIB, contre 5.9% en Allemagne et 4.9% au Japon.

Mais, ces derniers pays, qui relèvent tous d'un même type anthropologique, la famille souche, ont dépassé les États Unis en terme d'efficacité de la dépense.

Les difficultés que rencontrent les États Unis sont les mêmes que dans tout le monde anglo-saxon, marqué par la famille nucléaire.

La France est un bon exemple du lien entre performance éducative et structure familiale originelle, car elle présente un tissu anthropologique divers.

Le bassin parisien, nucléaire mais placé au contact de l'Europe du nord protestante, a été du 17^{ème} siècle à 1950 en position dominante pour l'instruction primaire. La diffusion du baccalauréat, intervenue après 1950, apparaît à l'inverse comme un phénomène méridional, typique des régions de famille souche.

Toutefois les types souches si performants en terme d'éducation secondaire et supérieure font peu d'enfants : ni le Japon ni l'Allemagne, avec des indices de

fécondité respectifs de 1.5‰ et 1.3‰, n'assurent la stabilité, encore moins la croissance, de leur population.

De ce fait, les sociétés souches n'ont pas mieux résolu que les sociétés individualistes anglo-saxonnes le problème de plafonnement culturel dans le long terme ; si les secondes se heurtent à un problème qualitatif, les premières sont confrontées à un problème quantitatif.

Seule exception parmi les sociétés souches, la Suède, qui n'a pas plongé démographiquement tout en maintenant l'un des niveaux d'éducation les plus élevés de la planète.

L'état actuel de stagnation culturelle des autres nations occidentales pourrait donc ne représenter qu'un palier.

Un autre aspect de la crise des sociétés occidentales est le retour de l'inégalité au terme d'une période historique de démocratisation étalée sur plusieurs siècles. Ce nouveau fractionnement des sociétés développées s'observe dès le début des années 1970 aux États Unis, vers la fin des années 70 au Royaume Uni, en Allemagne à partir de 1980, et seulement dans la première moitié des années 90 en France. Cette montée de l'inégalité est la fois précoce et forte dans le monde anglo-saxon. À côté de cette inégalité objective s'est développée une idéologisation de l'inégalité présentée comme une nécessité économique, dont on a trouvé la manifestation concrète en Angleterre avec Mme Thatcher et aux États Unis avec M Reagan.

En 1994 un ouvrage de MM Herrnstein et Murray, « The Bell Curve », gros succès d'édition outre atlantique, après s'être attaché à démontrer l'infériorité intellectuelle des noirs (odieux mais banal) entreprend de justifier les différences de revenus entre blancs par les différences de QI.

Et qu'importe si les mieux payés de tous ne sont ni ingénieurs ni techniciens, mais les « manipulateurs de symboles » ; or les premiers dominent la nature pour en tirer des progrès de productivité pour tous, les seconds dominent la société pour en tirer des revenus pour eux.

Or s'il est vrai que la valeur industrielle d'un ingénieur est plus forte que celle d'un ouvrier non qualifié il n'est pas possible de confronter la valeur économique d'un manoeuvre et d'un avocat américain qui tire ses revenus élevés des dysfonctionnements du système ou d'un inspecteur des finances qui les tire de son appartenance à un corps social qui a plus démontré sa capacité à se reproduire que son efficacité économique.

De même, il est difficile de distinguer dans le taux de chômage d'autant plus faible que le niveau d'études est fort ce qui relève de l'efficacité économique et de l'effet de domination sociale. Lorsqu'un titulaire d'un DEUG est reçu au concours des préposés de la poste au lieu d'un diplômé du Brevet des collèges, certes cela fait diminuer la proportion de DEUG chômeurs mais est-ce optimal économiquement ? Cela ne démontre-t-il pas simplement une plus grande capacité des diplômés à expulser les autres du marchés du travail ?

En fait, la véritable question n'est pas de savoir pourquoi A gagne plus que B mais pourquoi l'écart s'agrandit.

Jusqu'au milieu du 20ème siècle l'occident a poursuivi un processus d'alphabétisation de masse et de développement démocratique, les individus atteignant les stades secondaires ou supérieurs d'éducation ne constituant qu'une proportion infime de la population. Après 1950, la diffusion de ces niveaux d'éducation à une part plus large de la société brise l'homogénéité du corps social : les mouvements contestataires des années « 68 » sont la première manifestation de cette fracture.⁵

De cette augmentation de la proportion de diplômés est née l'idée qu'il existe une couche cultivée de la société dont les seules capacités justifient les privilèges dont ils disposent, au sommet de laquelle on trouve les fameux manipulateurs de symboles de Robert Reich ; à cela s'ajoute le constat que le niveau moyen global culturel de la population augmente mais que les plus faibles peinent puis ne parviennent plus à rattraper leur retard donc deviennent inutiles.

L'inconscient anthropologique est un facilitateur ou s'oppose à la large diffusion de ce vae victis.

Le fond anthropologique anglo-saxon crée une situation de résonance : l'individualisme porté dès le cercle familial est en accord parfait avec l'idée que l'échec n'est celui que de l'individu qui échoue, et donc que la société n'est que la somme des échecs et des succès et donc qu'elle peut donc vivre en petits fragments. Cela explique les ghettos, riches ou pauvres, et l'abstention électorale massive des pauvres aux États Unis. La société se dissout mais le système politique n'en souffre pas.

A l'inverse, les nations souches, allemandes suédoises ou japonaises se vivent comme composées de groupes sociaux différents mais homogènes. Ce capitalisme là se distingue par une moins grande inégalité matérielle que dans le monde anglo-saxon. Les CEOs japonais gagnent 18 fois plus qu'un salarié moyen, leurs homologues américains 119 fois plus. Il est toutefois impossible de prédire la capacité de résistance de ces sociétés à l'inégalité, car elles sont soumises à la

⁵ désolé...

pression endogène des écarts culturels et à la pression externe du commerce international qui éjecte du système économique les emplois les moins qualifiés.

Le cas de la France, plus hétérogène d'un point de vue anthropologique, est plus complexe. Les élites françaises, nées de Mai 68 ont, dix ans avant l'émergence du Front National, diabolisé le peuple, considéré comme moralement et intellectuellement déficient et ont fini par provoquer cette émergence. Le débat sur l'analphabétisme de la masse française⁶ en est l'une des expressions qui conduit une certaine élite française à considérer une grande partie des français comme culturellement disqualifiés.

Mais l'inconscient anthropologique égalitaire résiste par un comportement anti-élitiste, qui impose aux acteurs l'idée que les hommes sont égaux. L'hypersensibilité française à l'idée d'égalité explique le flop doctrinal du concept d'équité poussé en avant par Alain Minc et le désastre électoral subséquent d'Édouard Balladur.⁷

Ce débat, cette contradiction interne de la société française a conduit à la double absurdité de la naissance du phénomène Front National au sein des classes populaires, populisme vichyssois dont l'histoire française montre qu'il relève du prurit, et au soudain amour de nos élites pour les sans-papiers immigrés.

Les cadres supérieurs A défendent les immigrés C, les plus éloignés sur l'échelle sociale, tandis que les ouvriers B revendiquent un lien prioritaire avec A, si lointain, et rejettent C, si proche.

Une application saine du principe d'égalité serait que A B et C s'unissent au sein d'un ensemble commun, la nation.

Les sociétés développées, pas seulement la France, vivent toutes la même contradiction culturelle : une homogénéité nationale primaire résultant de l'alphabétisation de masse et une stratification culturelle supérieure : l'antinationisme naît de la seconde proposition, mais la première a pour conséquence pratique que la disparition des nations est une illusion.

Ces sociétés en crise culturelle se réfugient derrière trois mensonges

Premier mensonge : la croissance est forte, surtout aux États Unis pays libéral ouvert etc...

C'est au milieu des années 90 que renaît la comparaison entre l'image d'un capitalisme américain triomphant régénéré par la flexibilité et créateur d'emplois,

⁶ « 26% des écoliers ne savent pas lire ou calculer à la fin du primaire » Le Monde, 3 mai 1996 titre d'un article qui dit que 9% ne maîtrisent pas la lecture et 23,5% ont des difficultés en calcul.

⁷ Ouf...

opposée à l'Europe rigidifiée par les règlements, en panne de croissance et écrasée par le chômage.

Le taux de chômage américain est très bas, 5%. Mais cela s'accompagne d'une productivité par travailleur inférieure à celle de tous les membres du G7, Royaume Uni excepté. Ce qui dans un

système où les acteurs cherchent à maximiser le gain en fonction des moyens mis en oeuvre est, à proprement parler, anti économique.

Par ailleurs, le PIB, outil de mesure de la croissance, est à nouveau de nos jours contesté. Il additionne des valeurs ajoutées de biens et de services ; or concernant les services, si on s'en tient à une définition de la valeur comme un prix s'établissant sur un marché, il faut bien dire que les services qui n'ont pas de marché international, n'ont pas de prix permettant des comparaisons internationales. Et la part des services dans le PIB (1993) des USA est de 72.1%, contre 64.7% en Allemagne et 57.6% au Japon ; la France et l'ensemble du monde anglo-saxon ont des taux voisins de 70%.

Les dépenses de santé, dont la croissance explique une grande part de la croissance du PIB des USA, en représentent 14%, contre 7.3% au Japon, 8.6% en Allemagne et 9.7% en France. Or ces dépenses et leur croissance montrent surtout que les vieux américains dépensent énormément pour eux-mêmes, sans soucis de leurs héritiers, conformément à ce qu'on peut attendre dans un modèle familial nucléaire absolu. Et cependant l'espérance de vie est aux USA de 79 ans, égale à celle du Royaume Uni, mais inférieure à celle des autres pays européens. Cette dépense n'est donc que peu efficace. Tout comme la multiplication des services juridiques, du nombre de gardiens de prisons et de gardes privés n'est pas le reflet d'une efficacité économique mais de la violence de la société américaine.

Ceci posé, en se contentant de cette mesure de l'activité, et se servant des PIB en valeur courante rapportés aux actifs occupés, on arrive aux résultats suivants :

(PIB par actif occupé en KUSD courants, 1994)

Japon	71 129	
Allemagne	67 000	sans ex RDA
France	60 889	
Allemagne	57 001	yc ex RDA
Etats Unis	54 038	
Italie	50 900	
Suède	50 433	
Pays Bas	50 369	
Canada	40 926	
Royaume Uni	40 380	

Le bon classement de la France ne doit pas faire illusion : il résulte de la mise au chômage massive d'une partie de la population.

La productivité de la Suède est modeste malgré son niveau culturel élevé, mais il ne faut pas oublier que de toutes les sociétés souches elle est la seule à ne pas voir sa démographie plonger.

Le plus notable est la place modeste des États Unis.

Les économistes libéraux ont inventé la mesure du PIB en « parité de pouvoir d'achat » à la fin des années 80 où le dollar faible masquait disait-on l'ampleur de la production américaine. Cette correction faite, les États Unis repassaient en tête. Il faut noter que cette correction réévalue en hausse le PIB par tête de pays faiblement développés (Mexique, Chine, Russie, Turquie) dans des proportions encore plus forte que pour les USA, comme si elle accordait une prime au retard technologique.

Cet habillage ne peut toutefois masquer le manque de performance des USA.

Par exemple en terme de mortalité infantile⁸ son rythme de décroissance est aux USA bien inférieur à celui constaté en Europe et au Japon. En 1950, la mortalité infantile aux USA était une des plus basses du mode développé (5ème rang en partant de la plus faible). En 1994, sur 22 pays, les USA sont derniers à égalité avec le Portugal et la Grèce. Cet indicateur est, au contraire du PIB en parité de pouvoir d'achat, biaisé vers le haut par le progrès technologique, car pour qu'il soit bon il faut une médecine de pointe et de masse. Il est, de ce fait, un bien meilleur indicateur prospectif.

La comparaison des PIB manufacturiers montre également un net déclin des USA. Par habitant il n'est que de 4039 KUSD aux USA, contre 8171 KUSD au Japon, 6900 KUSD en Allemagne, 4664 KUSD en France. Seul le Royaume Uni fait moins bien : 3430 KUSD.

Le désengagement industriel des USA et du Royaume Uni est une conséquence du fond anthropologique anglo-saxon, auquel la France s'est accrochée tant elle est dans sa partie centrale marquée par le type familial nucléaire. Cela se traduit pour les USA par un énorme déficit commercial, notamment en termes de biens industriels et de biens de consommation. Cela brosse le portrait d'une économie qui vit à crédit.

Le début des années 90 est marquée par l'asphyxie des « capitalismes souches » : après avoir de 1970 à 1990 profité de la désindustrialisation américaine, les japonais et les allemands ont subi le contrecoup de ce qu'ils ont contribué à créer à savoir l'essoufflement de la demande américaine.

L'évolution la plus récente de l'économie américaine semble un peu meilleure : stabilisation de la régression culturelle, diminution de la criminalité et toujours très grande plasticité sociale qui permet les adaptations sans rupture. Deux types de scénarii peuvent se dessiner, soit la percée technologique compense la stagnation intellectuelle (les logiciels se substituent à la nécessité d'intervenants très qualifiés) soit la crise intellectuelle affaiblit la technologie.

En tout état de cause, si les USA sont puissants au point qu'ils ne peuvent être ignorés, ils n'ont plus la capacité de tirer le reste de la planète vers l'avant.

Deuxième mensonge : le libre-échange absolu, total est nécessaire à la croissance et au bien-être

Ricardo est le centre du monde : l'exemple de la Grande Bretagne échangeant son textile contre du vin portugais est la bible des économistes modernes, même si cela a confiné le Portugal dans 200 ans de sous-développement tandis que le Royaume Uni, libre échangiste par principe s'ouvrait aux industries naissantes d'Amérique et d'Allemagne, pour finir de nos jours en état de sous-développement relatif.

⁸ Indicateur dont Todd s'est servi entre autres pour ses travaux sur l'URSS.

Peu importe à ces chantres contemporains du « tout libre-échange » que le décollage économique de l'Angleterre se soit fait à l'abri de mesures protectionnistes (cotonnades indiennes, interdiction d'exporter des biens d'équipement...) idem pour l'Allemagne de Bismarck, sans parler du Japon contemporain. Peu leur importe également que malgré ce libre-échange, la croissance mondiale soit passée de 5.2% par an entre 1961 et 1970 à 2.1% entre 1990 et 1996. Il est vrai que le tiers monde progresse en terme d'alphabétisation (de 58% à 70% entre 1980 et 1995), et on pourrait donc espérer mesurer un décollage « à l'occidentale » de ce tiers monde via, par exemple, un bien durable de technologie moyenne, l'automobile (moteur du développement occidental de l'après-guerre). Pourtant en terme absolu la production d'automobiles stagne depuis 10 ans et, par habitant, a baissé de 15.3 en 1970 à 12.1 en 1995.

Bien que l'Occident soit en crise, le reste de la planète n'en bénéficie pas.

Le taux de croissance d'une économie (celle de la Terre ou du Luxembourg) dépend de la capacité technologique à accroître l'offre et de la capacité sociologique à augmenter la demande. Ces deux évolutions combinées demandent un redéploiement perpétuel des forces productives dont on constate qu'il s'est produit en occident dans le cadre national.

Avec l'ouverture des échanges la demande globale qui a tiré la croissance des nations devient la somme des demandes interne et externe à la nation. Par ce biais la distribution de salaires ne contribue plus, dans la tête de l'entrepreneur, à la formation d'une demande globale nationale, mais seulement à l'alourdissement de son coût de production. Bye bye macro économie, rebonjour micro économie, retour au monde d'avant Keynes.

L'ouverture absolue des frontières ramène la nation au statut d'agent micro économique et toute tentative de relance de la demande nationale créée de la demande pour les autres nations et creuse les déficits de la nation qui y a procédé.⁹

Il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour dire que des demandes nationales comprimées contribuent à une demande mondiale plus faible et donc à une stagnation globale.

D'accord, mais l'Asie alors, la Chine ?

Pour que la Chine contribue à augmenter la demande mondiale il faudrait d'abord qu'elle dispose de la fameuse capacité sociologique à augmenter la demande, alors qu'elle émerge à peine du totalitarisme et que le pouvoir reste aux mains d'une caste corrompue, ensuite que ce développement soit homogène sur toute la Chine, or les parties en fort développement relèvent de la famille souche qui n'est pas (cf plus haut) le type dominant. Exit le fantasme de la demande chinoise, sachant qui plus est que la croissance économique chinoise est tirée par la demande américaine...

L'ouverture des échanges crée donc un monde en contraction : moins de travailleurs, moins de coûts, moins d'enfants... Le Japon s'en protège par l'asymétrie de son

⁹ on est dans la seringue, quoi !

commerce, les USA en sont protégés par leur poids intrinsèque, l'Europe vit elle ce phénomène à plein.

Dans cette Europe en contraction les travailleurs les moins qualifiés ont perdu ou perdent leur emploi du fait de la concurrence des pays à faible coût de main d'oeuvre (textile) et les salaires s'égalisent par le bas.

Mais il serait absurde de penser que ces pays émergents se contenteront à tout jamais de produire des biens à fort contenu de travail non qualifié, comme la trajectoire de la Corée commence à le montrer. Le développement culturel que l'on constate dans ces pays induira une montée en gamme de leurs productions.

L'erreur fondamentale serait de penser que le libre-échange est seule cause de l'inégalité. Il faut garder à l'esprit que le libre-échange est le résultat d'une décision ou au moins d'une acceptation de son existence et c'est, par exemple aux USA, la conversion idéologique inégalitaire de la société qui a permis son ouverture commerciale et le maintien de celle-ci, et donc, l'apparition et l'accroissement des inégalités.

Les USA ont connu un décollage protectionniste, comme l'Angleterre entre 1650 et 1850, associé à une forte concurrence interne et connaissent aujourd'hui une contraction libre-échangiste, comme l'Angleterre entre 1850 et 1930. Ces deux états du capitalisme sont fortement liés à deux états, démocratique ou aristocratique, de la structure sociale.

La société américaine consomme plus de biens qu'elle n'en produit et revenir à une économie plus protectionniste conduirait à réallouer les ressources vers des activités industrielles, ce qui entamerait sérieusement le pouvoir et la richesse de ceux que le système actuel privilégie, ces manipulateurs de symbole, aristocrates contemporains. Ce retour ne pourra donc pas être une décision technique, mais le résultat d'une révolution sociale égalitaire, donc d'un sursaut démocratique.

Troisième mensonge : la fusion monétaire est la solution pour l'Europe

Dans un contexte de libre-échange créons une monnaie unique : tel est le but du traité de Maastricht. Cette idée n'est pas germanique : le Zollverein a de bien loin précédé la naissance du Mark.

Cette idée que l'on peut faire vivre avec une monnaie unique des peuples de langue, de culture, de structures démocratiques et sociologiques différentes, relève du même rêve fou que celui du communisme par l'abstraction qu'il fait de la nature humaine. Ce rêve monétaire, ce sont nos élites françaises qui l'ont fait, porté et vendu à l'Europe entière.

Or ce projet nie la réalité.

D'abord nombre d'économistes soulignent qu'un marché du travail unifié est nécessaire à la construction d'un espace monétaire commun : la barrière des langues en Europe et la faible pression démographique ne permettent pas à ce préalable d'exister.

Ensuite la création du pôle Mark-Franc, précurseur de l'Euro a créé *de facto* une zone de stagnation économique en Europe en contraignant les nations autres que l'Allemagne à adopter une politique adaptée pour l'Allemagne mais inadaptée pour elles.

Par exemple la société allemande, où les corps intermédiaires sont forts, peut organiser d'importants transferts de ressources financières en l'absence d'inflation via les salaires mais aussi les aides sociales ou le temps de travail. Mais en France, les corps intermédiaires n'existant que peu, de tels transferts ne se produisent pas et les avantages acquis habituellement érodés par l'inflation sont gravés dans le marbre, la société est dès lors bloquée. La paralysie gouvernementale française actuelle en est le plus clair symptôme.

De même France et Allemagne ne marchent pas du même pas en terme de démographie. Par exemple la diminution des jeunes entrants sur le marché du travail devrait être en France de 11% de 1990 à 2010 contre 23.7% en Allemagne. L'alignement monétaire de la France sur l'Allemagne en comprimant le taux de croissance français a creusé le taux de chômage des jeunes en France, rien de tel ne se produisant outre Rhin. La méconnaissance de la démographie par les bricoleurs monétaires les conduit à ignorer ce type de conséquence et à vanter, pour expliquer ces évolutions divergentes, la formidable formation professionnelle allemande.

Chaque économie nationale a des besoins monétaires différents : un taux d'inflation adapté à ses rigidités internes, une parité adaptée aux produits qu'elle exporte.

La création d'une monnaie unique entre des nations dont les structures démographiques culturelles et sociales sont si différentes relève d'une conception administrative et autoritaire de la monnaie née d'un fond anthropologique allemand ou japonais (bien plus que français).

La gestion monétaire américaine née d'un fond anthropologique anglo-saxon est, au contraire, politique, souple et a pour but l'optimisation des marchés, non la stabilité de la parité.

Comment la France a-t-elle pu abandonner l'individualisme anglo-saxon pour suivre les disciplines de l'Europe centrale ?

La France souffre des mêmes maux, mais elle a des chances d'en guérir.

Pour les classes dirigeantes françaises renoncer à l'euro est impensable et penser au protectionnisme est obscène.

Ces classes dirigeantes françaises ont élaboré une variante spécifique de la pensée dite unique qui règne de New York à Tokyo qui n'est en fait qu'un ensemble de lieux communs contre lequel s'élever devient criminel ; d'ailleurs ces lieux communs varient d'un pays à un autre et pour le Financial Times Alain Minc est un fossile dirigiste, mais bon.... Ils ont des traits homogènes en quoi ils peuvent être considérés comme relevant de la même famille de pensée.

Ces caractéristiques identiques ont des aspects positifs (tolérance en matière de moeurs, de presse ou d'origine ethnique) et leurs aspects négatifs s'articulent autour du tryptique suivant :

l'argent est déifié, l'indice boursier est l'outil fondamental de la mesure de la plus ou moins bonne santé d'une économie,¹⁰

les classes sociales sont inégales, rien ne sert de s'en offusquer,
la nation n'existe plus.

Cette pensée se limite en fait à hurler l'inévitabilité de ce qui est ou advient : aux USA l'ultra libéralisme, en France la monnaie unique et le libre-échange. Cette pensée c'est au fond du *passivisme*.

Sociologiquement cette non-pensée est portée par la strate supérieure de la société qui combine, c'est une nouveauté, aisance économique, compétence culturelle et catégorie professionnelle supérieure.

Tous les composants de cette nouvelle classe, des hauts fonctionnaires aux enseignants en passant par les cadres supérieurs les avocats, ou les médecins présentent la caractéristique commune d'être, ou de savoir se, protégés(er) contre les effets néfastes du libre-échange et de la monnaie unique. Ils ne combattent pas cette non-pensée, non par adhésion, mais parce qu'elle ne leur fait rien perdre.

La France, on l'a vu, est d'un point de vue anthropologique hétérogène et les élites françaises peinent à accoucher d'une vision unifiée et utilisable de leur propre pays. Une partie de ce pays, majoritaire, croit en la liberté et l'égalité et est indifférente à Dieu depuis 200 ans. L'autre partie, minoritaire, croit en l'autorité et l'inégalité en jusqu'à récemment en l'incarnation divine de ces deux valeurs.

Pour notre malheur c'est la seconde qui dans le débat sur Maastricht a finalement vaincu, son représentant emblématique étant Jacques Delors.

Et encore plus malheureusement tandis que la France disciplinée regarde du côté du capitalisme autoritaire, sa partie libérale louche vers les USA pour singer leur conception du marché financier.

¹⁰ sans commentaire.

Et donc la France « modernisée » conjugue deux systèmes, deux contraintes par nature opposées : les capitaux circulent librement, dans un environnement de parités fixes, d'où la mise en stagnation de l'économie française.

Conséquence : on loue à la fois la flexibilité américaine du travail, possible par la non spécialisation des travailleurs et la formation à l'allemande qui est son contraire. Ainsi donc la France, diverse en elle-même, est-elle en plus écartelée par ses propres élites entre deux conceptions du capitalisme : étato-européisme et libéralo-mondialisme.

Premiers signes de rébellion du peuple, l'élection de Jacques Chirac adossée à une campagne anti-pensée zéro, puis celle de Lionel Jospin sur des thèses finalement très proches. Tous deux ont d'ailleurs renoncé une fois élus.¹¹

Des signes plus profonds annoncent la fin de la pensée zéro en France : d'un côté le développement de l'éducation se poursuit et de l'autre la capacité d'absorption professionnelle est bloquée. A terme l'instabilité sociale résultante provoquera la mort de la pensée-zéro.

En effet, la France est doublement résistante à ce type d'évolution (que les USA ont encaissé sans broncher) : le centre, nucléaire, est hostile à de nouvelles inégalités, et la périphérie, souche, nourrit un rêve d'unité du corps social.

Les élites françaises se trompent donc en croyant pouvoir faire subir sans dommage aux français ce qu'américains et britanniques ont subi sans « douleur » du fait du subconscient inégalitaire des ces deux sociétés. Elles encouragent au contraire des phénomènes de lutte des classe.

D'abord le Front National, à la divine surprise de ses fondateurs venus d'une banale extrême droite, se vit-il devenir l'instrument du désespoir des milieux populaires lorsqu'ils eurent cessé de croire que seule une minorité serait touchée par le grand écart économique auquel l'indécision de nos élites nous conduit. Et donc voilà qu'en plus de la culture, et de l'argent, nos élites ont bonne conscience, du fait du caractère odieux de l'expression du désespoir.

Puis en 1995, les classes dites moyennes lâchent à leur tour les élites. Jacques Chirac devient le premier archétype du politicien vide : depuis son revirement d'octobre 1995 et son approbation par les élites, les citoyens savent que le système a cessé d'être sérieux. De ce sentiment est né l'ample mouvement social de fin 1995.

Le peuple français rétablit peut être son unité face à une nouvelle aristocratie, étourdie de privilèges et d'incompétence, affolée par une histoire culturelle et économique devenue incompréhensible (Ce retour au conflit est d'autant plus notable que le corps électoral est d'un âge moyen respectable, 44 ans, ce qui souligne d'autant la violence latente du conflit socio-économique).

¹¹ Surprise...

En effet les thématiques nationale et de classe renaissent parallèlement. Le mot République qui n'est jamais que le nom de gauche de la nation, celui de peuple, se réinstallent au cœur du débat politique.

Un nouveau sentiment de solidarité des classes moyennes et populaires contre les classes dirigeantes se fait jour. Mais on ne peut affirmer que cette communauté négative permettra le dépassement des inégalités culturelles, ni donc si la France versera finalement du côté de l'égalité ou non.

Toutefois, il est permis d'espérer que si l'idée de nation renaît, le sentiment d'impuissance qui paralyse le monde développé et ses élites disparaîtra. L'action redeviendra concevable.

Si ce n'est pas la mondialisation qui dissout les nations, mais l'autodissolution des nations qui provoque la mondialisation, alors la recomposition des nations fera disparaître le problème de la mondialisation. A ce jeu-là, la France a peut être une longueur d'avance, à condition d'effectuer le dernier pas vers cette croyance collective raisonnable qu'est la nation.